

STATUTS DE L'ASSOCIATION « _____ »

Article 1^{er}. Constitution

Il est créé, conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901 et de son décret d'application du 16 août 1901, entre les personnes qui adhèrent aux présents statuts, une association ayant pour dénomination.

Article 2. Durée

Sa durée est illimitée.

Article 3. Siège social

Son siège social est situé à _____.

Il peut être transféré en tout endroit de l'agglomération de _____ par simple décision du conseil d'administration.

Article 4. Objet social

L'association _____ a pour objet de _____.

À ce titre, ces moyens d'action sont _____.

Article 5. Composition

L'association se compose des personnes physiques ou des personnes intéressées par les buts poursuivis par l'association et souhaitant contribuer à celles-ci.

Pour être membre, il faut adresser au président de l'association une demande d'adhésion et être agréé par le conseil d'administration qui statue souverainement sans avoir à justifier les raisons de sa décision. Les membres sont tenus au paiement d'une cotisation annuelle dont le montant, fixé par le conseil d'administration, peut être différent selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale.

Les personnes morales sont représentées par leur représentant légal ou statutaire ou par toute personne désignée par celui-ci.

Le titre de membre d'honneur peut être conféré par le conseil d'administration aux personnes physiques qui ont rendu d'importants services à l'association. Il permet aux personnes qui l'ont obtenu d'assister à l'assemblée générale, à titre consultatif si elles n'ont pas adhéré à l'association en qualité de membre. Le titre de membre d'honneur dispense son bénéficiaire du paiement de la cotisation annuelle.

Article 6. Perte de la qualité de membre

La qualité de membre se perd :

– par démission ;

- par radiation prononcée, le cas échéant, par le conseil d'administration, pour non-paiement de la cotisation, après deux rappels restés sans effet ;
- par exclusion pour motif grave, prononcée par le conseil d'administration, notamment pour non-respect des présents statuts ou pour des actes ou propos publics qui porteraient atteinte à l'image de marque de l'association ou à ses intérêts. Le membre concerné est préalablement invité à présenter ses explications devant le conseil d'administration. Il peut être assisté de la personne de son choix.

Article 7. Ressources

Les ressources de l'association se composent :

- des subventions de l'État et des collectivités territoriales ou de leurs groupements ;
- des cotisations des membres selon décision du conseil d'administration ;
- des dons manuels des personnes privées dans le cadre du mécénat ;
- du prix des prestations de services rendues par l'association ;
- du revenu de son patrimoine ;
- des ressources créées à titre exceptionnel ;
- de toutes ressources autorisées par la loi.

Article 8. Conseil d'administration : composition

L'association est gérée et administrée par un conseil d'administration composé de _____ membres, élus par l'assemblée générale ordinaire pour un mandat de trois ans.

En cas de vacance en cours de mandat, le conseil d'administration pourvoit par cooptation au remplacement du membre concerné. Le membre ainsi désigné reste en fonction pour la durée du mandat restant à courir.

Article 9. Conseil d'administration : pouvoirs

Le conseil d'administration est doté des pouvoirs les plus étendus pour assurer sa mission de gestion et d'administration de l'association en toute circonstance, à l'exception de ceux statutairement réservés à l'assemblée générale.

À ce titre, le conseil d'administration peut notamment et sans que cette énumération soit limitative :

- déterminer les orientations et les actions permettant d'atteindre les buts de l'association tels que définis à l'article 4 des présents statuts ;
- établir en tant que de besoin, dans les limites des dispositions des présents statuts, le règlement intérieur et le modifier ;
- créer les services qu'il juge utiles ou les supprimer, décider de la création et de la suppression des emplois ;
- établir le budget prévisionnel ;
- appeler si nécessaire des cotisations annuelles dont le montant peut être différent selon qu'il s'agit de personnes physiques ou morales ;
- arrêter les comptes de l'exercice clos et proposer à l'assemblée générale l'affectation des résultats ;
- acquérir, échanger et aliéner les immeubles nécessaires à ses activités et aux réunions de ses membres, constituer des hypothèques sur ses immeubles, consentir des baux supérieurs à neuf années ;
- procéder à des emprunts.

Le conseil d'administration peut déléguer certains de ses pouvoirs au président et à certains de ses membres.

Article 10. Conseil d'administration : réunions

Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an et chaque fois que nécessaire, sur convocation du président ou par délégation du président, sur convocation du vice-président ou du secrétaire général, adressée au moins 8 jours à l'avance.

Cette convocation comporte l'ordre du jour. Seuls les points prévus à l'ordre du jour peuvent faire l'objet d'une délibération.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié des membres est présente ou représentée. Le vote par procuration est autorisé, par un pouvoir remis à un autre membre du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

En cas d'urgence, les membres du conseil d'administration peuvent être consultés et saisis d'une question par le président, par conférence téléphonique, par télécopie ou par courrier électronique. Il est dressé procès-verbal des réunions du conseil d'administration.

Article 11. Bureau

Le conseil d'administration désigne, pour 3 ans, parmi ses membres un bureau composé de :

- un président ;
- un vice-président ;
- un secrétaire général ;
- un trésorier.

Le bureau assure la gestion courante de l'association entre deux réunions du conseil d'administration.

Il veille à l'exécution des délibérations prises par le conseil d'administration et par l'assemblée générale et prépare les travaux du conseil d'administration.

Il se réunit aussi souvent que nécessaire sur convocation du président ou de l'un quelconque de ses membres.

L'ordre du jour définitif peut être arrêté lors de l'entrée en séance.

En cas d'urgence, les membres du bureau peuvent être consultés par télécopie ou par courrier électronique.

Les décisions sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Il est dressé un relevé des décisions du bureau communiqué pour information au conseil d'administration.

Article 12. Président

Le président représente l'association dans tous les actes de la vie civile.

Il agit en justice tant en demande qu'en défense.

Il veille au bon fonctionnement interne des services de l'association.

Il engage les dépenses conformément au budget prévisionnel approuvé par le conseil d'administration.

Il est habilité à ouvrir et à faire fonctionner tous comptes courants ou de dépôts. Il procède à l'embauche et au licenciement du personnel salarié qui est placé sous son autorité.

Il est assisté en toute chose par le vice-président qui le remplace en cas d'empêchement de quelque nature que ce soit.

Il peut déléguer certains de ses pouvoirs à un autre membre du bureau ou du conseil d'administration ou à un salarié de l'association.

Toutefois, s'agissant de l'action et de la représentation en justice, le président ne peut être remplacé que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale conférée par le bureau.

Article 13. Vice-président

Le vice-président seconde en toute chose le président et le remplace de plein droit en cas d'empêchement.

Article 14. Trésorier

Le trésorier veille à l'établissement des comptes annuels de l'association.

Comme le président, il est habilité à ouvrir et faire fonctionner les comptes de l'association.

Il effectue les paiements.

Il peut se faire rendre compte à tous moments de la gestion financière de l'association et du suivi de la trésorerie et des placements.

Il rend compte de la gestion du conseil d'administration devant l'assemblée générale.

Article 15. Secrétaire

Le secrétaire est chargé de veiller à la tenue des différents registres de l'association et au respect des formalités déclaratives et administratives. Il rédige et signe les procès-verbaux des délibérations de l'assemblée générale, du conseil d'administration et les relevés de décisions du bureau.

Il veille au bon fonctionnement statutaire de l'association.

Article 16. Assemblées générales : dispositions communes

Les assemblées générales se composent de l'ensemble des membres de l'association. Les membres doivent être à jour de cotisation à la date de convocation.

Les assemblées générales sont convoquées par lettre simple, ou par courrier électronique pour ceux des membres qui en font la demande, adressés aux membres 15 jours avant la date fixée. L'ordre du jour est déterminé par le conseil d'administration.

Il est joint à la convocation.

Seuls les points inscrits à l'ordre du jour peuvent faire l'objet d'une délibération. Chaque membre dispose d'une voix.

Les mineurs âgés de moins de 16 ans sont représentés par leur représentant légal. Celui-ci dispose d'une voix quel que soit le nombre d'enfants inscrits.

Le vote par procuration est autorisé par un pouvoir remis à un autre membre de l'association, mais nul ne peut détenir plus de deux mandats.

Nonobstant cette disposition, les pouvoirs adressés en blanc au siège social de l'association sont présumés émettre un vote favorable à tout projet de délibération présenté par le conseil d'administration, à l'exception de l'élection des membres du conseil d'administration pour laquelle ils sont écartés.

Les assemblées générales sont présidées par le président de l'association ou, en cas d'empêchement, par le vice-président.

Il est dressé procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale, signé par le président et le secrétaire général de l'association.

Article 17. Assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale ordinaire se réunit au minimum une fois par an et chaque fois que cela apparaît nécessaire.

Les décisions sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

L'assemblée entend les rapports sur la gestion du conseil d'administration et sur la situation financière et morale de l'association. Le cas échéant, elle entend le rapport du commissaire aux comptes ainsi que le rapport spécial établi conformément aux dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, décide de l'affectation des résultats, donne *quitus* au conseil d'administration pour sa gestion et délibère sur les questions mises à l'ordre du jour.

Elle procède à l'élection des membres du conseil d'administration.

Le cas échéant, elle procède, dans les conditions légales, pour 6 ans à la désignation d'un commissaire aux comptes et d'un suppléant.

Article 18. Assemblée générale extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire peut être réunie sur convocation du conseil d'administration, dans le but de modifier les statuts, décider la fusion de l'association avec tout autre organisme poursuivant des buts similaires, ou sa scission, prononcer sa dissolution et décider de l'attribution du *boni* de liquidation. Ces projets doivent avoir été préalablement approuvés par le conseil d'administration et sont joints à la convocation.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Article 19. Dissolution

En cas de dissolution, l'assemblée générale extraordinaire procède à la désignation des personnes chargées de la liquidation des biens, à la restitution des apports et désigne l'organisme bénéficiaire du *boni* de liquidation, conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901 et de son décret d'application du 16 août 1901.

Article 20. Formalités

Le secrétaire général de l'association est chargé de veiller aux formalités administratives de déclaration et de publication conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901.

Fait à _____.

Le _____.

Signatures

[Signatures du président et d'un membre du Bureau]